

Burundi : embarqué par l'armée, un responsable du parti d'opposition CNL a disparu

RFI, 15/07/2021 Le principal parti d'opposition du Burundi, le CNL d'Agathon Rwasa, tire la sonnette d'alarme vendredi dernier 9 juillet, en pleine journée et devant des témoins, du responsable du parti dans la commune de Mutimbuzi de la province de Bujumbura rural, Elie Ngomirakiza, par des soldats à bord d'un véhicule militaire bien identifié.

C'était vers 16h (14h TU). Elie Ngomirakiza, le responsable du parti CNL dans la commune de Mutimbuzi, au nord-ouest de Bujumbura allait livrer des briques à un client. Arrivé à l'entrée de la capitale économique du Burundi, son camion arrêté par un véhicule militaire. Selon les informations que nous détenons aujourd'hui, dans le véhicule, il y avait des militaires. On a également pu identifier son immatriculation : A031. Le véhicule appartiendrait à un officier de l'armée. Le porte-parole de ce parti, Thérèse Manirambona. Des témoins présents à ce moment-là assurent avoir reconnu, dans le 4x4 de l'armée burundaise, le lieutenant-colonel Aaron Ndayishimiye - il commande le 212^e bataillon basé dans les marais de la Rukoko, près de la frontière congolaise - ainsi que deux responsables administratifs locaux, qui auraient désigné l'opposant aux soldats qui l'ont enlevé. Depuis, le parti CNL nouvelle Elie Ngomirakiza, demande une enquête pour déterminer les circonstances exactes de sa disparition. Le CNL n'a retrouvé ses traces dans aucun lieu de détention connu. Aucune institution n'a réagi jusqu'ici à leurs demandes de localisation, que ce soit l'administration, la police, l'armée ou même la CNIDH burundaise. Le parti d'opposition pire. Il annonce également le fait que la répression contre ses militants n'a jamais faibli malgré l'arrivée au pouvoir du nouveau président, le général Evariste Ndayishimiye, il y a un peu plus d'une année. « Nos permanences continuent d'être vandalisées. Nous connaissons encore des disparitions forcées. Cela montre qu'il y a de l'intolérance politique. Nous demandons que ces actes de barbarie s'arrêtent », explique Thérèse Manirambona. Au moins une trentaine de ses militants ont été arrêtés et sept autres portés disparus rien qu'au cours des trois dernières semaines, selon le CNL. Un haut responsable burundais a parlé d'accusations « sans fondements ».

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});